

APERÇU COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Si la majeure partie de 1993 a été marquée par la lutte acharnée qui a opposé le gouvernement réformiste du président Boris Yeltsin au Congrès des députés du peuple, l'assemblée législative qui rappelait l'ère soviétique, les premiers mois de 1994 se sont inscrits sous le signe d'une accalmie sur la scène politique et d'une certaine stabilité. Après la confrontation, qui a culminé avec l'insurrection matée dans le sang à Moscou, suivie des premières élections libres, tenues en décembre, le pays tout entier aspirait à un apaisement social et politique. Désireux de combler les aspirations de la population, la plupart des politiciens ont tenté de démontrer qu'ils prônaient la modération. La nouvelle assemblée législative, la Douma, et la chambre haute, le conseil de la Fédération, semblent s'être installées, et leurs présidents respectifs entretiennent une relation constructive avec le gouvernement.

Le ministère du Commerce extérieur a indiqué que l'excédent commercial (qui ne tient pas compte des échanges avec les anciennes républiques soviétiques) était de 5,2 milliards de dollars au premier trimestre, les exportations ayant atteint 9,1 milliards de dollars et les importations, 3,9 milliards de dollars; à la fin avril, l'excédent commercial s'élevait à 7,8 milliards de dollars. Environ 60 p. 100 des exportations russes étaient destinées à des pays occidentaux industrialisés, par comparaison avec seulement 17,6 p. 100 dans le cas des pays membres de l'ex-CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle). En 1992, ces proportions étaient de 59,5 p. 100 et de 20 p. 100 respectivement). Approximativement 70 p. 100 des biens importés provenaient de pays occidentaux, alors que la valeur des importations des pays de l'ex-CAEM ne représentait que 325 millions de dollars, ce qui constitue une baisse de 50 p. 100 par rapport à la même période en 1993. Créé en vertu du décret présidentiel du 30 septembre 1992, le comité des pêches de la Fédération de Russie est responsable de l'essor des pêches au pays. Voici en quoi consistent les principales attributions du comité :

- la gestion des ressources biologiques à l'intérieur de la zone de 200 milles;
- la protect des ressources halieut. et le respect de la réglementation des pêches dans toutes les eaux;
- la gestion des organismes de recherche et des établis. d'enseignement spécialisés dans les pêches;
- la coopération internationale et la défense des intérêts de la Russie dans les zones de pêche int'l;
- la protect des intérêts de l'État dans le cadre contrats octroyés par l'État à des entreprises de pêche;
- la mise en oeuvre des politiques relatives aux sciences et à la technologie;
- le contrôle de la qualité;
- la coordination des subventions, l'essor de la construction navale et l'aménagement de ports.

En fait, dans le cadre des réformes économiques, le comité se consacrera principalement à la gestion des ressources biologiques à l'intérieur de la zone des 200 milles. La protection et le renouvellement halieutiques qui font partie intégrante de ses activités de gestion relèvent des organismes de protect du poisson. Financé par l'État, le contrôle quantitatif des prises est effectué conformément aux analyses prévisionnelles scientifiques. Le secteur russe des pêches s'adapte à l'évolution de la gestion des pêches; de plus, le processus de privatisation et de conversion à l'économie de marché est enclenché. Ce secteur doit composer avec les nouvelles réalités économiques, notamment l'approvisionnement régulier en carburant, les coûts élevés inhérents à l'utilisation des navires et l'accès restreint aux zones de pêche, de même qu'avec les impératifs de la modernisation, axée sur la commercialisation concurrentielle et l'exportation de produits de qualité supérieure en échange de monnaies fortes; voilà des défis de taille que devra relever le secteur russe des pêches. Ces facteurs offrent également des débouchés aux sociétés étrangères intéressées par ce nouveau marché.